



COMMISSION NORD-AMÉRICAINNE DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE
Session du Comité consultatif public mixte n° 00-03

Les 13 et 14 octobre 2000
Washington (D.C.)

Compte rendu de discussion

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission nord-américaine de coopération environnementale (CNACE) a tenu une session ordinaire les 13 et 14 octobre 2000, à Washington (D.C.), parallèlement au Symposium nord-américain sur les liens entre l'environnement et le commerce. Une discussion en plénière a également eu lieu avec les membres du public présents sur l'ébauche du plan de programme et du budget de la CNACE pour 2001 à 2003.

Le présent compte rendu de discussion fait état des décisions prises par les membres du CCPM sur chaque point de l'ordre du jour, des activités à entreprendre et des responsabilités en matière de suivi. On trouve l'ordre du jour à l'annexe A et la liste des participants à l'annexe B.

On peut se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de la chargée de liaison du CCPM. On peut aussi consulter ces documents sur le site Web de la Commission, à l'adresse <<http://www.cec.org/ccpm>>.

AVERTISSEMENT : Malgré le soin avec lequel le présent compte rendu a été établi, il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

Le vendredi 13 octobre

Mot de bienvenue et tour d'horizon de la présidente du CCPM

La présidente du CCPM, M^{me} Regina Barba, ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à Washington à tous les participants. Elle mentionne l'absence motivée de M. Jonathan Plaut, de M^{me} Mary Simon et de M. Raúl Tornel. Elle indique que M. Jonathan Scarth, du Canada, a démissionné. Elle signale en outre que M^{mes} Serena Wilson et Blanca Torres assistent à une réunion parallèle du Groupe de fonctionnaires de l'environnement et du commerce concernant le paragraphe 10(6) de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE). M^{me} Liette Vasseur assiste à la séance du matin du 13 octobre; pendant le reste de la session, elle représente le CCPM à une réunion des représentants suppléants.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Compte rendu de la directrice exécutive et période de questions

La présidente présente la directrice exécutive de la CNACE, M^{me} Janine Ferretti, qui rend compte des activités menées depuis la dernière session du Conseil tenue à Dallas.

- Le Secrétariat a élaboré le programme et le budget pour 2001. Il est très important que ce document soit transmis aux Parties au début de l'automne pour qu'il puisse être approuvé au plus tard à la fin de décembre. On a tenté de rationaliser le programme et d'y intégrer davantage de travaux scientifiques.
- On a pris la décision stratégique de créer des synergies en établissant des partenariats afin d'aller chercher des fonds additionnels pour certains projets. Par exemple, on a tenu des discussions avec l'Organisation panaméricaine de la santé sur les travaux de mise en œuvre du PARNA relatif au DDT. Parmi les autres secteurs d'activité qui offrent des possibilités de partenariat, on compte les liens entre l'environnement et le commerce ainsi que les aires marines protégées, où la CNACE peut apporter aux travaux du PNUE son expérience et sa perspective nord-américaine. Des discussions ont également lieu avec le secteur privé pour la réalisation de travaux dans le domaine du développement durable.
- Une mise à jour concernant les communications de citoyens est affichée sur le site Web de la CNACE. La Commission a été avisée du fait que la Cour suprême du Canada avait refusé la demande d'autorisation d'interjeter appel de *Friends of the West Country* dans l'affaire *Sunpine Forest Products*. Le Conseil examinera l'information obtenue à la lumière de sa résolution relative à cette communication sur les questions d'application.
- Dans le domaine des activités de communication, le Secrétariat a publié une nouvelle brochure et un nouveau bulletin trimestriel intitulé *Trio*. Le Secrétariat sera heureux de recevoir des commentaires sur le nouveau bulletin.
- Des activités d'évaluation et de contrôle des programmes ont été lancées au bureau de liaison de Mexico et le programme relatif au droit et aux politiques de l'environnement sera évalué à la fin de l'année.
- Le rapport sur les rejets et transferts de dioxines a été publié et a été bien accueilli par la collectivité autochtone du Nunavut. M^{me} Sheila Watt-Cloutier, présidente de la Conférence circumpolaire inuit (Canada), a participé à la conférence de presse et s'est montrée satisfaite des efforts déployés par la CNACE pour porter à l'attention du grand public les questions qui préoccupent les peuples autochtones.

- Le Symposium (sur les liens entre l'environnement et le commerce) a constitué un excellent point de départ et le Secrétariat examinera maintenant les domaines où il serait utile de mener des travaux additionnels.
- La table ronde mexicaine sur la pollution et la prévention a été lancée en août; elle vise à promouvoir la prévention de la pollution dans les petites et moyennes industries. En outre, le rapport sur les résultats du fonds renouvelable pour la prévention de la pollution à l'intention des PME, le FIPREV, est maintenant disponible.

La présidente remercie M^{me} Ferretti et manifeste son appui aux travaux effectués sur les dioxines; elle demande que le rapport à ce sujet soit traduit en espagnol afin de pouvoir être utilisé au Mexique. Elle invite ensuite l'assistance à poser des questions.

Le coordonnateur du CCN mexicain, M. Mateo Castillo, demande quelles sont les mesures que le CCPM et le Secrétariat prennent pour informer le nouveau gouvernement du Mexique sur la CNACE.

M^{me} Ferretti répond que l'équipe de transition mexicaine a demandé à la CNACE de l'aider à déterminer les programmes et les progrès accomplis au chapitre des enjeux environnementaux. Les relations nouées dans le passé entre M. Fox et la CNACE relativement au réservoir Silva contribueront à favoriser la coopération à l'avenir.

M. Eric Dannenmaier, du Centre Nord-Sud, affirme que l'on parle souvent de la coopération, mais que celle-ci ne se concrétise pas aussi fréquemment qu'elle le devrait. Il demande à la directrice exécutive de donner son avis sur la façon dont on pourrait améliorer les choses, compte dûment tenu du caractère limité des ressources.

M^{me} Ferretti répond que la limitation de la base de ressources a forcé le Secrétariat à examiner beaucoup plus attentivement comment il peut tirer le meilleur parti du savoir-faire que l'on trouve dans d'autres institutions, dans d'autres organismes internationaux et au sein du public. Les travaux d'élimination progressive du DDT au Mexique se prêtaient à merveille à un financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). L'expérience ainsi acquise pourra maintenant être utilisée dans d'autres régions de l'Amérique centrale. La Banque mondiale et l'Organisation des États américains (OEA) sont en train d'examiner le programme de la CNACE et de déterminer les secteurs qui suscitent des préoccupations communes, par exemple les aires marines protégées et les transports. M^{me} Ferretti ajoute que l'on aura délimité d'ici janvier 2001 les principaux domaines à cibler pour l'établissement de partenariats.

M. Dannenmaier demande ensuite s'il est possible de partager l'expérience acquise à l'échelle nord-américaine avec d'autres régions du monde. M^{me} Ferretti répond que la mission de la CNACE a uniquement une portée continentale et que l'on ne peut pas affecter des ressources à cette fin, bien qu'une collaboration avec d'autres organismes puisse être possible.

Comptes rendus des représentants des Comités consultatifs nationaux et gouvernementaux

La présidente annonce que les nouvelles nominations au Comité consultatif national (CCN) du Canada n'ont pas encore été effectuées et que M. William Andrews a récemment démissionné.

Le président du CCN américain, M. John Knox, indique que ce comité s'est réuni en septembre. À propos des questions relatives aux articles 14 et 15, le CCN américain est très heureux du nouveau rôle conféré au CCPM. Plutôt que de répondre collectivement en tant que comité à l'appel de commentaires du public sur le processus d'examen et les enseignements à tirer, on a encouragé les membres du CCN à faire individuellement leurs observations.

Le CCN américain a envoyé une lettre concernant le projet de plan de programme et de budget. Il recommandait fortement que l'on maintienne le Fonds nord-américain pour la coopération environnementale (FNACE) tout en sollicitant activement des fonds additionnels. Il recommandait aussi que l'on assure un suivi distinct pour le Symposium (sur les liens entre l'environnement et le commerce) et que ce suivi ne soit pas simplement incorporé dans les travaux sur les tendances importantes et nouvelles.

Relativement au paragraphe 10(6) de l'ANACDE, le CCN américain recommande que l'on fasse preuve d'une plus grande ouverture et que l'on assure une participation accrue du public, que les affaires relevant du chapitre 11 de l'ALÉNA qui concernent l'environnement soient traitées selon le principe de la coopération et que les groupes spéciaux chargés du règlement des différends acceptent les mémoires d'« intervenants bénévoles » (mémoires d'*amicus curiae*).

Le coordonnateur du CCN mexicain, M. Mateo Castillo, indique que le nombre de membres de ce comité a diminué de moitié. Il n'y a pas de quorum légal et le CCN ne s'est pas réuni depuis la session de juin du Conseil. On a entrepris des démarches pour faire nommer de nouveaux membres, mais cela ne se produira vraisemblablement pas avant le changement de gouvernement qui aura lieu plus tard cette année. On est en train de rédiger un « livre blanc » à l'intention du nouveau gouvernement sur la consultation et la participation du public ainsi que sur les progrès accomplis.

La nouvelle présidente récemment élue du Comité consultatif gouvernemental (CCG) des États-Unis, M^{me} Denise Ferguson-Southard, signale que ce comité s'est réuni en septembre pour assurer le suivi de la session de juin du Conseil, discuter de l'orientation future de la CNACE et examiner le projet de plan de programme et de budget pour 2001 à 2003.

À propos du suivi de la session du Conseil, elle indique que le CCG a été impressionné par la nouvelle formule de participation du public et remercie les employés de la CNACE pour les efforts qu'ils ont déployés. Elle ajoute que le CCG est très heureux du nouveau rôle conféré au CCPM dans le processus visé aux articles 14 et 15. Avant la session du Conseil, affirme-t-elle, le CCG était préoccupé par l'avenir de ce processus; à présent, il manifeste un « optimisme prudent ». Il continue cependant de trouver très important que les communications de citoyens soient traitées de façon efficace.

M^{me} Ferguson-Southard recommande ensuite que la CNACE s'engage dans une planification stratégique à plus long terme afin de donner plus d'ampleur à la vision de l'organisation. Cela

pourrait servir de base à des discussions sur la nécessité d'augmenter les budgets. L'expansion de la clientèle cible, la sensibilisation accrue du public et la mise à profit de l'expérience du FNACE pour donner un visage humain aux travaux de la CNACE seraient des thèmes de discussion intéressants. Elle offre aussi l'aide du CCG pour l'amélioration du budget, ajoutant qu'un financement fixe équivaut à une diminution du financement. Elle souligne l'importance de maintenir le FNACE comme moyen de créer une infrastructure humaine au service de la mission de la CNACE.

En ce qui concerne l'ébauche du plan de programme, le CCG recommande que le projet relatif aux produits et aux services écologiques mette l'accent sur une approche comparative, par opposition à une approche produit par produit. Dans le domaine de la biodiversité et des écorégions, il faut établir un lien entre les aires marines protégées et les pêches. Enfin, la réunion proposée des ministres de la santé et de l'environnement posera d'importants jalons pour l'élaboration d'un programme de travail concernant la santé des enfants et l'environnement.

M^{me} Ferguson-Southard remercie enfin M. Robert Varney pour le travail qu'il a effectué alors qu'il occupait la présidence du CCG.

Bilan du Symposium nord-américain sur les liens entre l'environnement et le commerce

Le directeur des programmes de la CNACE, M. Greg Block, affirme que le Symposium a représenté un tournant décisif. Le défi consiste maintenant à bâtir sur ce succès. À titre de première étape, on pourrait étudier les répercussions à l'échelon local. Il importe d'examiner les forces motrices et les causes profondes, qui ne sont pas toujours reliées à l'ALÉNA. M. Block fait remarquer que bon nombre des conférenciers ont mentionné le problème que pose le manque de données de surveillance fiables et de données environnementales de base. La CNACE ne peut pas résoudre à elle seule ce problème; elle n'a tout simplement pas les ressources nécessaires. Toutefois, en formant des réseaux avec d'autres organisations, elle peut mettre à profit sa perspective et son savoir-faire. Enfin, M. Block fait référence avec enthousiasme aux déclarations de l'équipe de transition mexicaine sur la place centrale accordée à l'environnement et à la durabilité dans le modèle de développement du nouveau gouvernement.

Pour ce qui est des activités à venir, M. Block demande au CCPM de lui donner son avis sur les domaines d'étude prometteurs.

La présidente remercie M. Block et dit espérer que des engagements analogues seront bientôt pris par les nouveaux gouvernements des États-Unis et du Canada en matière d'environnement et de développement durable. Elle ajoute que le CCPM élaborera un avis au Conseil sur le suivi du Symposium.

Suivi : CCPM

Présentation de l'ébauche du plan de programme et du budget de la CNACE pour 2001 à 2003

Le directeur des programmes présente ensuite le plan de programme de la CNACE pour 2001 à 2003. Il décrit le plan comme étant issu d'une approche globale basée sur la continuité, l'établissement de liens et l'architecture. La continuité a pour origine les grands thèmes énoncés dans le Programme d'action commun, lequel met l'accent sur l'analyse stratégique et les programmes pluriannuels. L'architecture sert à concevoir des programmes qui miseront sur les synergies et les partenariats afin de tirer le meilleur parti des capacités ainsi que des ressources financières et humaines. Les liens sont horizontaux aussi bien que verticaux; ils relient des activités menées dans le cadre des divers programmes de manière à tirer profit au maximum des talents interdisciplinaires au sein du Secrétariat, de même que dans les secteurs public et privé.

Discussion en plénière sur l'ébauche du plan de programme et du budget de la CNACE pour 2001 à 2003

La présidente demande que les secteurs de programme soient présentés par blocs de deux et que chaque exposé soit suivi de questions et d'échanges.

a) Secteur de programme relatif à l'environnement, à l'économie et au commerce

M. Block présente ce secteur de programme.

M^{me} Ana Karina Gonzalez, du *Centro Mexicano de Derecho Ambiental*, estime qu'un équilibre très délicat sous-tend les liens entre l'environnement, l'économie et le commerce. Même s'il importe de promouvoir le perfectionnement des méthodologies qui permettront de mieux comprendre cet équilibre, il est aussi très important d'évaluer l'expérience acquise en matière d'application de ces méthodologies. On devrait solliciter une aide additionnelle auprès des milieux universitaires et d'autres organisations. On devrait maintenir des relations avec les 14 personnes et groupes qui ont présenté des exposés lors du Symposium.

b) Secteur de programme relatif à la conservation de la biodiversité

Le gestionnaire du programme de la CNACE relatif à la conservation de la biodiversité, M. Jürgen Hoth, présente ce secteur.

M^{me} Priscilla Stephan, du Fonds mondial pour la nature (États-Unis), demande où en sont les travaux sur les orientations stratégiques visant la conservation de la biodiversité, et ce que le public peut attendre du document afférent. M. Hoth répond que tous les commentaires reçus jusqu'au 15 août 2000 seront intégrés et que le document sera disponible sur le site Web de la CNACE d'ici la fin de l'année. Il constituera la base des travaux futurs. M. Block ajoute que le document aidera à définir les nouvelles initiatives. Par exemple, la région des prairies et la région de Baja à Bering sont en train de s'imposer comme des zones clés.

M^{me} Andrea Abel, de la *National Wildlife Federation*, fait remarquer que la biodiversité représente un dossier très ambitieux et demande quels sont les efforts déployés pour assurer la prise en charge de projets par d'autres organisations. M. Block répond qu'à mesure que les projets mûrissent, l'autonomie financière est plus facile à atteindre; il donne comme exemple la

stratégie relative à la conservation des oiseaux de l'Amérique du Nord. Pour d'autres projets, comme celui de la baie des Californies, on élabore des stratégies de désengagement. Le chef du programme de la CNACE relatif à la conservation de la biodiversité, M. Hans Herrmann, explique ensuite que ces stratégies de retrait devraient aussi préciser les conditions qui doivent être remplies avant notre désengagement et prescrire l'établissement d'un rapport sur les enseignements tirés de l'expérience.

M^{me} Abel ajoute que l'on devrait s'efforcer à l'avenir de relier le programme de conservation de la biodiversité à d'autres secteurs de programme de la CNACE et, tout particulièrement, à celui de l'environnement et du commerce. Le Symposium d'hier a clairement montré la nécessité d'établir ce lien.

c) Secteur de programme relatif au droit et aux politiques de l'environnement

Le chef du secteur de programme relatif au droit et aux politiques de l'environnement, M^{me} Darlene Pearson, présente ce secteur.

M^{me} Donna Tingley, membre du CCPM, se dit satisfaite des progrès accomplis dans l'intégration des travaux concernant le droit et les politiques aux autres programmes de la CNACE; elle souligne l'importance d'évaluer, tôt dans le processus, comment les mécanismes juridiques peuvent contribuer à améliorer l'application des lois. Elle appuie en outre les travaux visant l'établissement d'un rapport comparatif sur les normes environnementales et estime que la question de la biotechnologie et des OGM devrait être envisagée comme domaine d'analyse.

M^{me} Pearson répond que l'on a choisi les domaines d'analyse comparative indiqués dans le plan de programme (par exemple, les déchets dangereux ou l'agriculture intensive) en appliquant une série de critères, notamment les liens avec les travaux antérieurs ou actuels de la CNACE, le degré relatif de priorité à l'échelon national, les effets liés au commerce, l'ampleur des mesures réglementaires en vigueur, etc. Cette étude contribuera à l'analyse des tendances ou des lacunes en matière de réglementation dans les domaines examinés.

d) Secteur de programme relatif aux polluants et à la santé

La gestionnaire du programme de la CNACE relatif à la coopération technique, M^{me} Erica Phipps, et le gestionnaire du programme de la CNACE relatif à la qualité de l'air, M. Paul Miller, présentent ce secteur.

M^{me} Liette Vasseur, membre du CCPM, demande à M^{me} Phipps ce qu'il est advenu de l'avis du CCPM au Conseil concernant l'élaboration d'un PARNA pour le plomb. M^{me} Phipps n'a pas de renseignements à jour sur cette question, mais s'engage à obtenir une réponse.

Suivi : Secrétariat

M. Eric Dannenmaier, du Centre Nord-Sud, complimente M^{me} Pearson sur la clarté et l'orientation précise du programme; il la remercie de s'être préoccupée de la participation du

public rapidement après son entrée en fonction. Il affirme que l'OEA a effectué beaucoup de travaux dans ce domaine et a beaucoup à offrir sur le plan de l'élaboration d'une stratégie interaméricaine d'application des lois sur la faune. Il signale ensuite la difficulté que présente la définition d'une « application efficace des lois ». Il faut élaborer une méthodologie; une étude universitaire sur les répercussions des activités d'application pourrait y contribuer. Enfin, à propos des enseignements tirés et des articles 14 et 15, il suggère que le principe de l'efficacité soit appliqué à l'examen et à l'analyse des communications et de la participation de la CNACE.

Le coordonnateur du CCN mexicain, M. Mateo Castillo, demande que le guide d'orientation intitulé *Améliorer la performance environnementale et la conformité à la législation sur l'environnement : Dix éléments pour des systèmes efficaces de gestion de l'environnement* soit communiqué aux organismes de certification. Il appuie en outre la suggestion de M^{me} Tingley à propos de l'inclusion des OGM dans les domaines d'analyse comparative. Enfin, il conseille vivement au CCPM de continuer à exercer des pressions pour assurer la mise en œuvre adéquate du paragraphe 10(6) de l'ANACDE.

M. Paul Kibel, avocat, estime que les travaux liés à l'application des lois devraient mettre l'accent non pas sur la chasse et le commerce illégaux des espèces trophées, mais bien sur la cause fondamentale de la disparition d'espèces sauvages et de la destruction d'habitats. On devrait étendre la portée des travaux sur les mécanismes juridiques à l'application et à l'observation des lois sur la conservation de la faune. Ces activités devraient bien sûr être liées au programme de conservation de la biodiversité.

M^{me} Pearson répond à M. Castillo que le guide d'orientation sera effectivement communiqué. Elle répond à M. Kibel que le Canada n'a pas encore adopté sa loi sur les espèces en péril et qu'en raison du financement limité, il a fallu cibler l'application des lois sur les espèces sauvages, mais que l'on est en train d'établir des liens avec le programme de conservation de la biodiversité dans les secteurs des aires marines protégées et des espèces envahissantes.

e) Autres activités

M. Peter Berle, membre du CCPM, fait remarquer que le Comité a exprimé le besoin de mieux comprendre les enjeux qui entourent le chapitre 11 de l'ALÉNA. M^{me} Pearson invite le CCPM à maintenir son intérêt dans ce domaine.

M^{me} Serena Wilson, membre du CCPM, aborde la question des mémoires d'intervenants bénévoles dans le cadre de l'application du chapitre 11 de l'ALÉNA. Elle fait mention de la volumineuse correspondance qui a été échangée à ce sujet. Elle recommande que le CCPM exprime son appui général à l'acceptation de ces mémoires dans le cadre des procédures d'arbitrage. Il est en outre important que le Conseil prenne une décision sur la nature du rôle que lui confère le paragraphe 10(6) de l'ANACDE dans le contexte du chapitre 11 de l'ALÉNA.

Discussion en plénière sur le document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 – Version provisoire*

La présidente passe en revue les événements survenus depuis la dernière réunion. À la suite de la session du Conseil et des nouvelles responsabilités conférées au CCPM relativement aux articles 14 et 15 par la résolution du Conseil n°00-09, on a rédigé un document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 – Version provisoire*. Elle remercie M. Daniel Basurto, M. Peter Berle et M^{me} Donna Tingley, membres du groupe de travail du CCPM, pour l'énergie considérable qu'ils ont consacrée à la rédaction et à la révision de ce document.

On a publié ce texte le 31 juillet afin de recueillir les observations du public. Le document décrit les étapes que le CCPM entend suivre lorsqu'il examinera les questions que lui confiera le Conseil. La date limite de transmission des observations était le 22 septembre. On n'a reçu que onze commentaires. Le CCPM a ensuite établi, avec l'aide d'un consultant, un rapport sur les observations reçues, lequel a été publié.

La présidente explique que le CCPM s'appuiera sur les résultats de cette discussion lors d'une réunion à huis clos qui aura lieu plus tard le même jour, et fera rapport de ses conclusions au cours de la séance du lendemain.

La présidente invite alors M^{me} Donna Tingley à présenter un bref exposé sur le processus d'examen. M^{me} Tingley explique le cheminement du CCPM qui a conduit à la rédaction de ce document, afin que le CCPM et le public puissent en avoir une interprétation commune. Dans les observations du public, deux questions sont particulièrement importantes. À propos des échéanciers, elle explique que le CCPM est un groupe de bénévoles et qu'il lui est très difficile de « faire des promesses qu'il ne pourra pas tenir ». La souplesse et la bonne foi constituent l'approche que le Comité préfère. Le CCPM s'est également interrogé sur le degré de précision des paramètres à établir. Il a conclu que le processus institué n'est pas quasi judiciaire et que, si l'on adoptait des règles strictes de définition et des critères précis sur la pertinence, cela donnerait lieu à des querelles sur le processus et cela limiterait la capacité du CCPM à donner des avis indépendants et pondérés.

On a reçu les observations suivantes :

- Il devrait y avoir un glossaire où les termes sont définis.
- Les objectifs devraient être clairement exprimés.
- Il devrait y avoir des dispositions permettant de modifier le processus après une vérification annuelle du rendement.
- Le diagramme qui accompagne le document n'est pas clair.
- Le processus a essentiellement pour but de faire en sorte que toute discussion ultérieure sur les lignes directrices s'effectue en public.
- Un autre but consiste à combler les lacunes du point de vue du public (p. ex., échéanciers et transparence).
- Le processus d'examen devrait s'appuyer sur les résultats de l'analyse des enseignements à tirer.

- Les échéanciers sont essentiels afin de garantir l'utilité du processus pour les auteurs de communications.
- Il faudra peut-être modifier les lignes directrices par la suite.
- Le Secrétariat publiera-t-il un rapport pour aider le public relativement aux travaux sur les enseignements à tirer?
- Des échéanciers donneraient plus de crédibilité au processus.
- Le mot « développement » dans le titre de la résolution n°00-09 laisse penser qu'il serait possible d'effectuer des révisions.
- On devrait à tout le moins fixer des échéanciers pour les réponses du Conseil aux avis du CCPM.
- Combiner l'atelier de décembre sur les enseignements à tirer avec des possibilités additionnelles d'étude du processus d'examen par le public.
- Le Secrétariat et les Parties devraient prendre part aux travaux sur les enseignements à tirer; ce n'est pas uniquement l'affaire des auteurs de communications.
- On doit faire ce qu'il faut afin de réduire la possibilité pour l'une ou plusieurs des Parties de retarder un examen.
- Le CCPM doit recevoir des budgets adéquats pour pouvoir assumer ce rôle.
- Le CCPM, dans le cadre de son mandat général, peut donner des avis sur des questions qui n'entrent pas dans le champ d'application de la résolution n°00-09. On ne devrait pas se servir de cette résolution pour limiter les avis possibles sur les questions relatives aux articles 14 et 15.
- La résolution met un terme aux discussions des Parties dans les cas où le CCPM n'entre pas en jeu. Si le Conseil veut s'engager dans une discussion, il doit tout d'abord confier la question au CCPM. Par conséquent, il n'y a plus de discussions sans examen public.
- Il ne devrait pas être nécessaire d'avoir fait des études en droit pour pouvoir participer au processus d'examen public.
- Il est plus difficile de faire obstacle au processus si celui-ci demeure simple et souple. La simplicité favorise la confiance.
- Il y a un problème au chapitre de la fonction gouvernementale. L'incapacité des membres du Conseil à coopérer se répercute sur le reste du processus et le paralyse. C'est le problème essentiel.

Mise à jour au sujet de la première invitation faite au public de formuler des observations sur le processus relatif aux communications de citoyens et sur les enseignements tirés de l'expérience

La présidente explique que, dans le cadre de son appel de commentaires du public, le CCPM a également sollicité des observations sur l'historique du processus de communications de citoyens en vue du rapport sur les enseignements tirés que le Conseil lui a demandé d'établir. Le CCPM a constitué un groupe de travail distinct pour l'accomplissement de cette partie de son mandat (M. Cam Avery, M. Steve Owens, M^{me} Blanca Torres). La présidente a aussi envoyé une lettre aux auteurs de communications passées et actuelles pour les inviter à faire des commentaires sur leur expérience. Elle annonce que 16 commentaires ont été reçus. On a retenu les services de consultants pour aider à l'examen des commentaires et à la rédaction du rapport. Elle explique que pendant la séance à huis clos qui aura lieu plus tard au cours de la journée, le CCPM discutera de la meilleure façon de procéder et fera rapport de ses conclusions lors de la séance du lendemain.

M^{me} Carla Sbert, conseillère juridique de l'Unité des communications sur les questions d'application de la CNACE, confirme la participation du Secrétariat à cet examen.

On fait les observations suivantes :

- Comment est-il possible de préciser ce qui constitue et ce qui ne constitue pas une « omission d'assurer l'application »?
- Il importe d'assurer la diffusion la plus vaste possible des résultats d'un examen.
- Interroger les auteurs de communications passées sera un moyen efficace de déterminer les enseignements à tirer et les précédents.
- On devrait prolonger le délai accordé pour la transmission des observations. On devrait donner le temps à d'autres auteurs de communications de contribuer au processus.
- Envisager d'envoyer des questions aux auteurs de communications pour les inciter à participer.
- Où est la note de présentation du Conseil?
- Si une Partie ne respecte pas les délais, que se passe-t-il? Rien. Cela permet au processus de s'éterniser.
- Effectuer une vérification de chaque communication et établir une liste de contrôle comportant des questions concrètes. Cela pourrait déboucher sur un plan d'action.
- Dans le cadre de l'atelier, on devrait aussi élaborer des propositions en vue du rapport final de l'automne 2001, et ne pas seulement se concentrer sur le rapport concernant les enseignements à tirer. Nous avons besoin de recommandations solides.

Le samedi 14 octobre

Réunion avec les représentants suppléants

Avant l'ouverture de la séance de la journée, le CCPM tient une réunion de petit déjeuner avec les représentants suppléants. Le CCPM met les représentants suppléants au courant des discussions qui ont eu lieu sur le processus d'examen public des questions liées aux articles 14 et 15 ainsi que

sur les travaux concernant les enseignements à tirer. On discute également du projet de plan de programme et de budget de la CNACE pour 2001 à 2003. Le CCPM et les représentants suppléants profitent en outre de l'occasion pour échanger des idées sur les questions relatives au chapitre 11 de l'ALÉNA et au paragraphe 10(6) de l'ANACDE.

Questions administratives

- a) Discussion sur un éventuel avis au Conseil concernant le Symposium nord-américain sur les liens entre l'environnement et le commerce

On décide qu'il est prématuré d'élaborer un avis au Conseil. Le CCPM étudiera le compte rendu du Symposium et élaborera un avis éclairé au moment opportun. Entre-temps, le Comité enverra une lettre au Conseil pour lui indiquer qu'à son avis, le Symposium a été un franc succès et qu'un avis sera transmis plus tard.

Suivi : Présidente du CCPM, CCPM

- b) Discussion sur un éventuel avis au Conseil concernant l'ébauche du plan de programme et du budget de la CNACE pour 2001 à 2003

On décide que chaque groupe de travail du CCPM sur le plan de programme procédera à un examen additionnel et transmettra des recommandations précises à la coordonnatrice du CCPM en vue de la présentation d'un avis au Conseil d'ici décembre 2000. Diverses questions, toutefois, retiennent particulièrement l'attention des membres du CCPM : les organismes génétiquement modifiés et la place de ce dossier dans le programme; l'élimination progressive des projets qui n'ont pas une portée continentale; les volets du programme dans lesquels le Conseil est le plus en mesure d'exercer le mandat dicté par le paragraphe 10(6) de l'ANACDE, c'est-à-dire examiner constamment les effets environnementaux de l'ALÉNA.

Suivi : Groupes de travail du CCPM

- c) Discussion sur le programme du CCPM pour 2001 à 2003

Cette question n'est pas examinée.

Mise à jour sur diverses questions

- a) Document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 – Version provisoire*

La présidente fait rapport des résultats des discussions à huis clos du CCPM. Le Comité a décidé de ne pas arrêter définitivement le processus d'examen pour l'instant. Le groupe de travail du CCPM étudiera plutôt les commentaires reçus lors de la présente réunion et fera circuler une nouvelle ébauche. Le CCPM a également décidé que le processus d'examen devrait s'appuyer sur le rapport concernant les enseignements à tirer. Il discutera de cette question lors de sa prochaine session ordinaire.

Entre-temps, il a également été décidé de transmettre au Conseil la lettre reçue de l'association *Friends of the Oldman River*.

On signale par ailleurs que le CCPM a reçu, le matin même, la note de présentation des Parties mentionnée à l'alinéa 5b) de la résolution du Conseil n° 00-09.

Suivi : Groupe de travail du CCPM sur les articles 14 et 15, présidente du CCPM, Conseil

b) Paragraphe 10(6) de l'ANACDE; chapitre 11 de l'ALÉNA

On indique qu'au cours de la réunion à huis clos avec les représentants suppléants, le CCPM a recommandé aux Parties d'appuyer l'intégration des mémoires d'intervenants bénévoles au processus comme étant une façon d'assurer l'accès du public. Le CCPM a posé la question suivante aux représentants suppléants : le Conseil, étant composé des ministres de l'environnement, a-t-il le pouvoir en vertu de l'ANACDE de surveiller les incidences environnementales de l'ALÉNA, et comment le Conseil envisage-t-il son rôle dans les affaires relevant du chapitre 11? Le CCPM a fait la mise en garde suivante : si l'on n'intègre pas la participation du public au processus d'arbitrage, l'ensemble du système s'effondrera.

c) Négociations en vue d'un accord nord-américain sur l'évaluation des impacts environnementaux transfrontaliers

Aucun changement n'est signalé.

d) Rapport sur l'état de l'environnement

Cette question n'est pas examinée.

e) Nomination des membres des groupes de travail du CCPM

M^{me} Serena Wilson offre de discuter avec ses collègues américains des groupes dans lesquels elle devrait remplacer les membres actuels des États-Unis; elle fera part de la décision à la chargée de liaison du CCPM, qui apportera les changements voulus. Aucune décision n'est prise relativement à la nomination d'un membre canadien au groupe de travail sur les couloirs de transport.

Suivi : Membres américains du CCPM

f) Élection à la présidence du CCPM pour 2001

La présidente explique le processus électoral. La personne élue à la présidence pour 2001 sera l'un des membres canadiens. Le vote sera secret; il débutera le 1^{er} novembre et se terminera le 30 novembre. Les résultats seront annoncés le 1^{er} décembre.

g) Prochaine session ordinaire du CCPM, les 7 et 8 décembre 2000

La prochaine session ordinaire aura lieu à Montréal, parallèlement à une réunion publique du Groupe consultatif intergouvernemental sur les tendances nouvelles dans le domaine de

l'environnement, et immédiatement après l'atelier du CCPM sur les enseignements à tirer relativement à la mise en œuvre des articles 14 et 15.

Suivi : CCPM

Commentaires des observateurs

M^{me} Nathalie Chalifour, du Fonds mondial pour la nature (Canada), convient qu'il serait utile que le CCPM examine les exposés et les résultats du Symposium avant de présenter un avis au Conseil sur le suivi à assurer. Elle estime cependant que, de plus, la CNACE devrait commander une analyse du Symposium et des recommandations, que l'on publierait avec le compte rendu des délibérations. À son avis, la prochaine étape pourrait consister à choisir des secteurs et à former des groupes de travail chargés d'examiner plus attentivement les indicateurs, les critères, etc., puis à formuler des recommandations sur les orientations. Cela pourrait servir de base pour une réunion future.

Le coordonnateur du CCN mexicain, M. Mateo Castillo, remercie le CCPM pour l'énergie qu'il déploie de façon soutenue; il remercie aussi la CNACE d'avoir organisé le Symposium, qui lui a fourni une mine de renseignements dont il fera part à son CCN et au conseil mexicain du développement durable.

M^{me} Dominga Gonzalez fait remarquer que la CNACE entame un nouveau cycle et que l'on met de côté les nationalités lors des réunions. Le Symposium en a été un excellent exemple. Elle suggère que la CNACE se forge une identité nord-américaine plus solide. Le maïs Bt, avec les dangers qu'il présente pour la capacité de reproduction du monarque, pourrait constituer un enjeu unificateur.

La présidente remercie tous les participants, les employés, les interprètes et les membres, puis lève la séance.

Rédigé par Lorraine Brooke

APPROUVÉ PAR LES MEMBRES DU CCPM LE 23 NOVEMBRE 2000



Commission de coopération environnementale

**Session du Comité consultatif public mixte n° 00-03
Les 13 et 14 octobre 2000**

Melrose Hotel
Salle Potomac
2430 Pennsylvania Avenue NW
Washington, D.C. 20037
Téléphone : (202) 955-6400 • Télécopie : (202) 955-5765

Ordre du jour provisoire

Présidence : M^{me} Regina Barba

Le vendredi 13 octobre 2000

- 9 h 00 à 9 h 30 Mot de bienvenue et tour d'horizon par la présidente du CCPM
- a) Adoption de l'ordre du jour
 - b) Compte rendu de la directrice exécutive et période de questions
 - c) Comptes rendus des représentants des Comités consultatifs nationaux et gouvernementaux
- 9 h 30 à 9 h 45 Bilan du Symposium nord-américain sur les liens entre l'environnement et le commerce, tenu les 11 et 12 octobre, par le directeur des programmes de la CCE et période de questions
- 9 h 45 à 9 h 50 Présentation de l'ébauche du plan de programme et du budget de la CCE pour 2001 et 2003, par le directeur des programmes de la CCE
- 9 h 50 à 11 h 00 Discussion en plénière sur l'ébauche du plan de programme et du budget de la CCE pour 2001 et 2003
- a) Secteur de programme relatif à l'environnement, à l'économie et au commerce
 - b) Secteur de programme relatif à la conservation de la biodiversité
- 11 h 00 à 11 h 15 Pause
- 11 h 15 à 12 h 30 Discussion en plénière sur l'ébauche du plan de programme et du budget de la CCE pour 2001 et 2003 (suite)
- c) Secteur de programme relatif au droit et aux politiques de l'environnement
 - d) Secteur de programme relatif aux polluants et à la santé
 - e) Autres activités
- 12 h 30 à 14 h 00 Déjeuner
- 14 h 00 à 16 h 00 Discussion en plénière sur le document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 - Version provisoire*
- 16 h 00 à 16 h 15 Pause

- 16 h 15 à 16 h 45 Mise à jour au sujet de la première invitation faite au public de formuler des observations sur le processus relatif aux communications de citoyens et sur les enseignements tirés de l'expérience *
- a) Rapport d'étape
 - b) Atelier public du 7 décembre 2000
- 16 h 45 à 17 h 00 Commentaires des observateurs
- 17 h 00 Ajournement de la séance
- 17 h 30 à 18 h 30 Séance à huis clos du CCPM portant sur le document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 - Version provisoire*, ainsi que sur le processus relatif aux communications de citoyens et sur les enseignements tirés de l'expérience

Le samedi 14 octobre 2000

- 9 h 00 à 11 h 00 Questions administratives *
- a) Discussion sur un éventuel avis au Conseil concernant le Symposium nord-américain sur les liens entre l'environnement et le commerce
 - b) Discussion sur un éventuel avis au Conseil concernant l'ébauche du plan de programme et du budget de la CCE pour 2001 et 2003
 - c) Discussion sur le programme du CCPM pour 2001 et 2003
- 11 h 00 à 11 h 15 Pause
- 11 h 15 à 11 h 45 Mise à jour sur diverses questions *
- a) Document intitulé *Consultation publique du CCPM sur les questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15 - Version provisoire*
 - b) Paragraphe 10(6) de l'ANACDE : Chapitre 11 de l'ALÉNA
 - c) Négociations en vue d'un accord nord-américain sur l'évaluation des impacts environnementaux transfrontaliers
 - d) Rapport sur l'état de l'environnement
 - e) Nomination des membres des groupes de travail du CCPM
 - f) Élection à la présidence du CCPM pour 2001
 - g) Prochaine session ordinaire du CCPM, les 7 et 8 décembre 2000
- 11 h 45 à 12 h 00 Commentaires des observateurs
- 12 h 00 Levée de la séance

* Séance ouverte au public à titre d'observateur



Session du Comité consultatif public mixte (CCPM) n° 00-03
Sesión 00-03 del Comité Consultivo Público Conjunto (CCPC)
Joint Public Advisory Committee Session (JPAC) N° 00-03

13–14 octobre 2000 / 13 y 14 de octubre de 2000 / 13–14 October 2000

Melrose Hotel

2430 Pennsylvania Avenue NW
Washington, D.C. 20037
Phone: (202) 955–6400 Fax: (202) 955–5765

Liste des participants
Lista de participantes
List of Participants

CCPM/CCPC/JPAC

Cam Avery
Director of Public Affairs
B.C. Gas
24th Floor
1111 West Georgia
Vancouver, British Columbia V6E 4M4
Tel: (604) 443-6603
Fax: (604) 443-6614
e-mail: cavery@bcgas.com

Regina Barba
Secretaria General
Unión de Grupos Ambientalistas, I.A.P.
Av. Antonio Rodríguez #57. bis
Col. San Simón, Ticumac
México D.F. 03660
Tel: (011 525) 672-6149 / 532-2717
Fax: (011 525) 532-5639
e-mail: elrasa@df1.telmex.net.mx
Presidenta del CCPC por el 2000

Daniel Basurto
Abogado
Derecho Ambiental
Basurto, Santillana y Arguijo, S.C.
Homero N° 1804, Desp.602
Col. Polanco
México D.F. 11570
Tel: (011 525) 395-1085
Fax: (011 525) 395-1095/1540
e-mail: dbasurto@lexcorp.com.mx

Peter Berle
P.O. Box 881
Stockbridge, Massachusetts 01262
Tel: (413) 298-0061
Fax: (413) 298-0069
e-mail: pberle@audubon.org

Ernesto Enkerlin
Director, Pronatura Noreste
Professor, Tecnológico de Monterrey
Centro de Calidad Ambiental
Garza Sada #2501 Sur
Monterrey, Nuevo León 64849
Tel: (011 528) 328-4032 / 387-5814
Fax: (011 528) 387-5815 / 359-6280
e-mail: eenkerlin@pronatura.org.mx

Steve Owens
Senior Counsel
Muchmore & Wallwork, PC
2700 N. Central Avenue
Suite 1225
Phoenix, Arizona 85004
Tel: (602) 240-6652
Fax: (602) 240-6697
e-mail: sowens@mmww.com

Donna Tingley
Executive Director
Clean Air Strategic Alliance
9940-106th Street, 9th Floor
Edmonton, Alberta T5K 2N2
Tel: (780) 427-9793
Fax: (780) 422-3127
e-mail: dtingley@casahome.org

Blanca Torres

Profesora / Investigadora
Centro de Estudios Internacionales
El Colegio de México, A.C.
Camino al Ajusco 20
Col. Pedregal de Santa Teresa
México D.F. 01900
Tel: (011 525) 449-3000 Ext. 3042
Fax: (011 525) 645-0464
e-mail: btorres@colmex.mx

Liette Vasseur

International Project Director
Department of Biology and
Environmental Studies Program
Saint-Mary's University
923 Robie St.
Halifax, Nova Scotia B3H 3C3
Tel: (902) 496-8234
Fax: (902) 420-5261
e-mail: Liette.Vasseur@stmarys.ca

Serena Wilson

9100 Mill Creek Landing
Great Falls, Virginia 22066
Tel: (703) 759-4642
Fax: (703) 759-7897
e-mail: wilsonserena@juno.com

John Wirth

President
North American Institute
708 Paseo de Peralta
Santa Fe, New Mexico 87501
Tel: (505) 982-3657
Fax: (505) 983-5840
e-mail: jdworth@leland.stanford.edu

Participantes / Participants

Andrea Abel

NAFTA Program Specialist
National Wildlife Federation
44 East Avenue
Austin, Texas 78701
Tel: (512) 476-9805
Fax: (512) 476-9810
e-mail: abel@nwf.org

U.S. National Advisory Committee Member

Jean Aden

Senior Institutional Specialist/EA Coordinator
World Bank
1818 H Street N.W., Room MC 8-423
Washington, D.C. 20433
Tel: (202) 458-27491

Fax: (202) 522-1666
e-mail: Jaden@worldbank.org

Gustavo Alanís Ortega

Presidente
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
(CEMDA) A.C.
Atlixco 138, Col. Condesa
México, D.F. 06140
Tel: (011-525) 286-3323
Fax: (011-525) 211-2593
e-mail: galanis@cemda.org.mx

Washington, DC 20230
Tel: (202) 482-8356
Fax: (202) 482-5865
e-mail: Peter_Bowman@ita.doc.gov

Monica Araya

Director, Sustainable Americas Program
Yale Center for Environmental Law and Policy
301 Prospect St.
New Haven, Connecticut 06511
Tel: (203) 624-7783
Fax: (203) 432.3817
e-mail: monica.araya@yale.edu

Brenda Armstrong

Vice President
Moresby Consulting Ltd
3259 Telescope Terrace
Nanaimo, British Columbia V9T 3V4
Tel: (250) 758-8434
Fax: (250) 758-4075
e-mail: barmstro@mail.island.net
Issues: Forest, Fresh water, Endangered species

David Barkin

Profesor de Economía
Universidad Autónoma Metropolitana
Calzada del Hueso 1100
Villa Quietud, Coyoacán
México, D.F. 04960
Tel: (011-525) 724-5100
Fax: (011 52 5) 724-5235
e-mail: barkin@cueyatl.uam.mx

Ken Boutillier

Assistant Deputy Minister
Aboriginal Relations
Alberta International and Intergovernmental Relations
10155 - 102 Street, 13th floor, Commerce Place
Edmonton, Alberta T5J 4G8
Tel: (780) 422-5925
Fax: (780) 427-4091
e-mail: ken.boutillier@gov.ab.ca

Peter Bowman

International Economist
U.S. Department of Commerce
14th and Constitution Ave, NW

Lorraine Brooke

Consultant
3745 rue St-Jacques West, Suite 220
Montréal, Québec H4C 1H3
Tel: (514) 934-1218
Fax: (514) 937-5114
e-mail: toportia@Mlink.NET

Douglas Jake Caldwell

Program Coordinator for Trade and the Environment

National Wildlife Federation
1400 - 16th Street WW, Suite 501
Washington, DC 20036
Tel: (202) 939-3302
Fax: (202) 797-6646
e-mail: Caldwell@nwf.org

Issues: Conversation, Biodiversity, Articles 14 & 15

Hugo D. Cameron

Associate Editor
International Center for Trade and Sustainable
Development (ICTSD)
13, Chemin des Anémones
Geneva, Switzerland 1219
Tel: (41-22) 917-8336
Fax: (41-22) 917-8093
e-mail: hcameron@ictsd.ch

Nicole Carter

Congressional Research Service
4531, Northaven Rd.
Dallas, Texas 75229
Tel: (214) 357-9805
e-mail: nicolec@stanfordalumni.org

Mateo Castillo

Coordinador de Asuntos Ambientales
Coordinación de Cámaras y Asociaciones
Empresariales del Edo. de Michoacán
Reforma Agraria N° 400-31
"El Pueblito" San José del Cerrito
Morelia Michoacán 58089
México
Tel: (011 524) 320-10-39
Fax: (011 524) 315-7784
e-mail: mateo@mail.giga.com

Coordinador del Comité consultivo nacional (México)

Nathalie Chalifour

Senior Manager Trade, Investment & Policy
World Wildlife Fund Canada
245 Eglinton Avenue East, Suite 410
Toronto, Ontario M4P 3J1
Tel: (416) 489-4567 Ext 232
Fax: (416) 489-3611
e-mail: nchalifour@wwfcanada.org

Issues: Trade & Environment, Forestry, North
American Shared Ecosystems

Dale Colyer

West Virginia University
College of Agriculture and forestry
1164 Agriculture Science building
Morgantown, West Virginia 26506-0002
Tel: (304) 293-4421
Fax: (304) 293-3470
e-mail: dcolyer@wvu.edu

Wilehaldo Cruz

Abogado
Tlacoquemécatl 333-4
Col. Del Valle
México, D.F. 03100
Tel: (011 525) 559-9828
e-mail: willi@avantel.net

R.D. Cunningham

Contributing Editor
The Environmental Network Newsletter
Metropolitan Washington Environmental
Professionals (MWEP)
808 Janneys Lane
Alexandria, VA 22302
Tel: (703) 548-6786
Fax: (703) 548-6786
e-mail: cunninggr@erols.com

Eric R. Dannenmaier

Director
Environmental Law Program
North-South Center
1420, 16th St, Suite 401
Washington, DC 20036 USA
Tel: (202) 986-4264
Fax: (202) 986-7250
e-mail: edmsn@msn.com

Jean-François Dionne

Advisor
Americas Branch
Environment Canada
10 Wellington, 25th Floor
Hull, Québec K1A 0H3
Tel: (819) 994-6051
Fax: (819) 997-0199
e-mail: JeanFrancois.Dionne@ec.gc.ca

Pamela Doughman

Research Assistant
University of Maryland
3140 Tydings Hall

College Park, MD 20742
Tel: (301) 405 4125
e-mail: pdoughma@gvpt.umd.edu

Ira R. Feldman

President
Greentrack strategies
114 North Van Buren Street
Rockville, Maryland 20850
Tel.: (301) 294-1686
Fax: (301) 294-1687
e-mail: bigeye@erols.com

Denise Ferguson-Southard

Director
Air and Waste Management
Delaware Department of Natural Resources
and Environmental Control
89 Kings Highway
Dover, Delaware 19901
Tel: (302) 739-4764
Fax: (302) 739-5060
e-mail: dferguson-s@state.de.us
U.S. Governmental Advisory Committee Chair

Claudia Fernández Velasco

Coordinadora del Comité Directivo nacional
Convergencia por la Democracia
Louisiana #113, PB
México, D.F. 04310
Tel: (011-525) 543-8537
Fax: (011-525) 543-8541
e-mail: Fernancezclaudia@AOL.com

Emily Goldman

Program Manager, Latin America & Caribbean
Counterpart International
1200 – 18th St., NW, Suite 1100
Washington, DC 20036
Tel: (202) 296-9676
Fax: (202) 296-9679
e-mail: egoldman@counterpart.org
Issues: Future funding for projects in Mexico

Ana Karina González

Programa sobre comercio y medio ambiente
Centro Mexicano de Derecho Ambiental A.C.
Atlixco No. 138, Col. Condesa
México, D.F. 06140
Tel: (011 525) 211-2457 Ext. 17
Fax: (011 525) 211-2593
e-mail: akgl@cemda.org.mx

Joseph Greewald

Attorney/Consultant
Consultants International Group
1616 H Street N.W. Suite 400
Washington, DC 20006
Tel.: (202) 659-4242
Fax: (202) 393-4655

Ruth Greey

ECR Program Manager
CEA
147 Yonge Blvd.
Toronto, Ontario M5M 3H3
Tel: (416) 489-3420
Fax: (416) 489-7547
e-mail: greedy@canelect.ca

Mimi Guernica

Deputy Office Director
U.S. EPA/OECA/OPPA
1200 Pennsylvania Ave., N.W.
Washington, D.C. 20004
Tel: (202) 564-7048
Fax: (202) 564-0017
e-mail: Guernica.mimi@epa.gov

Robert Heine

Director, International Trade and Investment
Dupont Company
601 Pennsylvania Ave, NW, Suite 325
North Building
Washington, DC 20004
Tel: (202) 728-3618
Fax: (202) 728-3649
e-mail: robert.M.Heine@USA.Dupont.com

Sheila Holbrook-White

Texas Citizen Fund
107 W. Eighth
Austin, Texas 78701
Tel: (512) 699 8136
Fax: 512 451 3667
e-mail: ScoutTxCA@aol.com

Erik Jansson

Executive Director
Department of the Planet Earth
701 E Street, SE, Suite 200
Washington, DC 20003
Tel: (202) 543-5450
Fax: (202) 543-4791
e-mail: planetearth@erols.com

Paul L. Joffe

Associate Director for Advocacy
National Wildlife Federation
1400 16th Street, NW, Suite 501
Washington, D.C. 20036
Tel.: (202) 797-6603
Fax: (202) 797-5486
e-mail: joffe@nwf.org

Mark Juhasz

Faculty of Environmental Studies
York University
309 Deloraine Ave
Toronto, Ontario M5M 2B4
Tel: (416) 782-6279
Fax: (416) 782-9759
e-mail: markjuhasz@hotmail.com

Stephen Kass

Attorney
Carter, Ledyard & Milburn
2 Wall Street
New York, New York 10005
Tel: (212) 238-8801
Fax: (212) 732-3232
e-mail: kass@clm.com

Paul S. Kibel

Attorney
Fitzgerald, Abbott & Beardsley
1221 Broadway, 21st Floor
Oakland, California 94612
Tel. (510) 451-3300
Fax (510) 451-1527
e-mail: PKibel@fablaw.com

John Knox

Assistant Professor
Dickinson School of Law
150 S. College Street
Pennsylvania State University
Carlisle, Pennsylvania 17013
Tel: (717) 240-5000
Fax: (717) 240-5126
e-mail: jhk5@psu.edu

Elaine Koerner

Designated Federal Officer
U.S. Environmental Protection Agency
Ariel Rios Building, 1200 Pennsylvania Avenue,
N.W.
Washington, DC 20004
Tel: (202) 564 1484
e-mail: Koerner.elaine@epa.gov

Gerardo Arturo Limón Dominguez

Presidente
Estatel del Movimiento Ecologista
Estado de Chihuahua
Cortéz de Monroy 3102
Parques de San Felipe
Chihuahua, Chihuahua 31240
Tel: (521) 414-4552
Fax: (521) 414-4552
e-mail: Galimon@prodigy.Net.mx

Jose Lopez

Mexican News Agency
425 National Press Bldg
Washington, DC 20045
Tel: (202) 347-5227

Catherine Malinin Dunn

Attorney-Advisor
US EPA/ Office of Enforcement & Compliance
Assurance
Ariel Rico Bldg, 1200 Pennsylvania Ave. N.W.
#2201 A
Washington, DC 20004
Tel.: (202) 564-2629
Fax: (202) 501-0363
e-mail: dunn.catherine@epa.gov

William H. Mansfield III

Consultant
International Environmental Consultant
5633 Lambeth Road
Bethesda, Maryland 20814-1104
Tel: (301) 657-4110
Fax: (301) 907-3915
e-mail: whmansfld@aol.com

William McLeese

Environmental Affairs Officer
Office of Mexican Affairs
U.S. Department of State
2201 C Street, NW - Room 4258
Washington, DC 20520
Tel.: (202) 647-9364
Fax: (202) 647-5752

David Markell

Professor
Albany Law School
80 New Scotland Avenue
Albany, New York 12208
Tel: (518) 472-5861
Fax: (518) 445-2315
e-mail: dmark@ccemtl.org

Edmund Miller

Environment Program Officer
C. S. Mott Foundation
503 S. Saginaw St., Suite 1200
Flint, Michigan 48502
Tel: (810) 238-5651
Fax: (810) 237-4857
e-mail: emiller@mott.org

Carroll Muffett

Defenders of Wildlife
1101, 14th Street N.W., Suite 1400
Washington, DC 20005-5605
Tel: (202) 682-9400 ext.293
Fax: (202) 682-1331
e-mail: cmuffett@defenders.org

Paul Osborne

Assistant Deputy Minister, Trade and International
Relations
Department of Intergovernmental and Aboriginal
Affairs
Government of Saskatchewan
11th Floor, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, Saskatchewan S4P 3V7
Tel.: (306) 787-6322
Fax: (306) 787-7317
e-mail: posborne@iaa.gov.sk.ca

Anne Perrault

Center for International Environmental Law (CIEL)
1367 Connecticut Avenue, Suite 300
Washington, DC 20036-1860
Tel: (202) 785-8700
Fax: (202) 785-8701
e-mail: aperrault@ciel.org

Jack Person

Johns Hopkins University
2450 Virginia Ave. NW, Apt. E634
Washington, DC 20037
Tel. (202) 822-1832
e-mail: jperson@gsbpop.uchicago.edu

Kenneth A. Reinert

Associate Professor of Public Policy
School of Public Policy
George Mason University
3401 North Fairfax Drive
Room MS 3B1
Arlington, Virginia 22201
Tel: (703) 993-8212
Fax: (703) 993-8215
e-mail: kreinert@gmu.edu

Robin L. Rosenberg

Deputy Director
Dante B. Fascell North-South Center
University of Miami
1500 Monza Ave, Coral Gables, FL 33146
Tel. 305-284-8957
Fax: 305-284-6370
e-mail: RRosenberg@miami.edu

U.S. National Advisory Committee Member

Maria Sanchez-Carlo

Foreign Service Office
U.S. State Department
221 C Street, NW
Washington, DC 20520
Tel: (202) 647-4750

David Schorr

Director of Sustainable Commerce Program
World Wildlife Fund-US
24th Street - 1250, N.W.
Washington, DC 20037-1175
Tel: (202) 778-9662
Fax: (202) 778-9721
e-mail: david.schorr@wwfus.org

Priscilla Stephan

Program Officer
World Wildlife Fund-US
1250, 24th Street N.W.
Washington, DC 20037-1175
Tel: (202) 778-9668
Fax: (202) 778-9721
e-mail: priscilla.stephan@wwfus.org

Nicole Stoduto

Legal Associate
Defenders of Wildlife
1101 14th Street, NW, Suite 1400
Washington, DC 20005
Tel: (202) 682-9400 Ext: 122
Fax: (202) 682-1331
e-mail: nstoduto@defenders.org

Alicia Torres

Universidad Metropolitana, Azcapotzalco
Iztaccihuatl 41-301 Col. Roma
México, D.F.
Tel.: 5-84-58-17

Michael J. Vechsler

Legal Advisor
International Joint Commission
234 Laurier Avenue West, 22nd Floor
Ottawa, Ontario K1P 6K6
Tel: (613) 995 0259
Fax: (613) 9935583
e-mail: vechlerm@ottawa.ijc.org

Bill Warriner

Intergovernmental Officer
Department of Intergovernmental and Aboriginal
Affairs

Government of Saskatchewan
11th Floor, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, Saskatchewan S4P 3V7
Tel.: (306) 787-6264
Fax: (306) 787-7317
e-mail: bwarriner@iaa.gov.sk.ca

Albert Zapanta
President
US-Mexico Chamber of Commerce
1300 Pennsylvania Ave (NW), Suite 270
Washington, DC 20004
Tel.: (202) 371-8680
Fax: (202) 371-8686
e-mail: zapanta@usms.oc.org

CEC / CCA / CCE

Greg Block
Director of Programs
Tel: (514) 350-4320
Fax: (514) 350-4314
e-mail: gblock@ccemtl.org

Chantal-Line Carpentier
Program Manager, Environment, Economy and
Trade Program
Tel: (514) 350-4336
Fax: (514) 350-4314
e-mail: carpentier@ccemtl.org

Janine Ferretti
Executive Director
Tel: (514) 350-4303
Fax: (514) 350-4314
e-mail: ndaoust@ccemtl.org

Hans Herrmann
Head of Conservation of Biodiversity Program
Tel: (514) 350-4340
Fax: (514) 350-4314
e-mail: hherrman@ccemtl.org

Jurgen Hoth
Program Manager, Conservation of Biodiversity
Program
Tel: (514) 350-4307
Fax: (514) 350-4314
e-mail: jhoth@ccemtl.org

Hernando Guerrero
Director of Mexico Liaison Office
Tel: 011 (525) 659-5021
Fax: 011 (525) 659-5023
e-mail: guerrero@cec.org

Paul Miller
Program Manager, Air Quality
Tel: (514) 350-4326
Fax: (514) 350-4314
e-mail: pmiller@ccemtl.org

Jocelyne Morin
JPAC Liaison Assistant

Tel: (514) 350-4366
Fax: (514) 350-4314
e-mail: jmorin@ccemtl.org

Darlene Pearson
Head of Law and Policy Program
Tel: (514) 350-4334
Fax: (514) 350-4314
e-mail: dpearson@ccemtl.org

Manon Pepin
JPAC Liaison Officer
Tel: (514) 350-4305
Fax: (514) 350-4314
e-mail: mpepin@ccemtl.org

Erica Phipps
Program Manager, Technical Cooperation
Tel: (514) 350-4323
Fax: (514) 350-4314
e-mail: ephills@ccemtl.org

Carla Sbert
Legal Officer Submissions on Enforcement Matters Unit
Tel: (514) 350-4321
Fax: (514) 350-4314
e-mail: csbert@ccemtl.org